

LA TUTELLE S'EST ENGAGÉE À SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS

Fin de la grève des médecins spécialistes

Les médecins spécialistes ont mis fin à leur mouvement de grève. Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) qualifie de satisfaisantes les réponses du département d'Ould Abbès à la plateforme de revendications à l'origine du débrayage.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'entrevue entre le ministère de la Santé et le syndicat aura finalement été concluante.

Le conseil national du SNPSSP s'est félicité de la signature de l'arrêté interministériel concernant le concours de passage au grade de principal, revendication centrale du syndicat. Il a enregistré suite à cette rencontre «l'engagement du ministre de la Santé à entreprendre des démarches en vue de prendre en charge le projet

d'amendement du statut particulier, à entreprendre dès la semaine prochaine des démarches pour la suppression de la discrimination entre les deux corps de spécialistes en matière d'imposition des primes et indemnités attribuées par le ministère, les garanties quant à la promulgation rapide des décrets concernant les indemnités communes à tous les corps de la santé sans discrimination de niveau concernant les indemnités de grade et de renonciation à l'activité complémentaire». Le SNPSSP a pu éga-

lement arracher des promesses pour la révision de la carte sanitaire en associant les syndicats, le traitement du dossier de la révision du régime indemnitaire dès la semaine prochaine et la relance de la réflexion au sujet du service civil et des mesures incitatives. Le syndicat a également

eu l'assurance de voir les praticiens spécialisés prendre part de manière effective dans le comité national et de voir les syndicats associés lors de la concertation autour du projet de loi sanitaire.

Le conseil national du SNPSSP demeure cependant en session ouverte et a mandaté le

bureau exécutif national pour suivre la concrétisation des engagements du ministère de la Santé. Il se réunira dans un délai d'un mois pour réévaluer la prise en charge du dossier, concernant plus particulièrement l'amendement du statut particulier.

N. I.

RÉUNION SYNDICAT DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES-TUTELLE

Le SNMGSP confiant

Le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) rencontrera des représentants du ministère de la Santé le 3 novembre prochain. A l'ordre du jour de cette rencontre, des points statutaires notamment les modalités de passage de grade, les primes de garde, de contagion, la formation, l'ouverture des postes budgétaires et la promulgation du statut des établissements de santé.

Dans un communiqué rendu public hier, le SNMGSP se dit confiant, considérant que «les conditions sont réunies pour apporter les correctifs nécessaires en annulant les concours et les conditions de passage de grade contenues dans ce statut, ce qui permettra de régulariser la situation de milliers de médecins généralistes, surtout ceux en partance à la retraite».

N. I.

LES SPÉCIALISTES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME :

«Donnez-nous de quoi soigner les malades cancéreux»

Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) a tenu, jeudi, au CPMC de l'hôpital Mustapha-Pacha Alger, un rassemblement de soutien aux malades cancéreux. Le mot d'ordre : permettre aux patients l'accès à de meilleurs soins, notamment à la radiothérapie.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -Devant le manque flagrant de moyens pour soigner les malades cancéreux, les médecins résidents et les résidents en pharmacie ont pris l'initiative de dénoncer publiquement cette situation. «Donnez-nous de quoi soigner les malades et non à la condamnation des malades cancéreux», c'est ce qu'ont choisi comme slogan, les manifestants lors du rassemblement, auquel ont également pris part, les assistants, les généralistes, les paramédicaux, les biologistes ainsi que les malades et leurs parents.

Les spécialistes lèvent le voile sur les blocages auxquels font face les malades et le personnel soignant dans les services. «Pénurie chronique des drogues de chimiothérapie, déficit de médicaments antidouleurs, radiothérapie en panne, insuffisance de matériels de soins et de structures, rendez-vous jusqu'à juin 2012, responsables démissionnaires...» sont autant de problèmes qui ne trouvent pas de solution depuis des années, qu'ont soulevé les manifestants. Résultat : 80 % des patients

décèdent avant la date de leur rendez-vous. C'est pourquoi les initiateurs de cette action de solidarité interpellent les pouvoirs publics afin de mettre en place des solutions efficaces et prendre des mesures «urgentes» pour la prise en charge des cancéreux. Parmi ces mesures, proposent-ils, un transfert à l'étranger faute de pouvoir offrir des traitements dans les délais pour les malades. Les médecins avouent faire face à une situation de double frustra-

tion : annoncer au patient qu'il souffre du cancer et l'informer qu'il ne sera pas pris en charge dans les délais. «Les malades, dont le nombre dépasse largement celui des appareils de soins en marche, souffrent en silence sans que personne se soucie de leur situation, nous nous sommes mobilisés en signe de solidarité mais aussi pour attirer l'attention des pouvoirs publics et tirer, encore une fois, la sonnette d'alarme», a déclaré un médecin.

Chaque année, 44 000 nouvelles personnes sont atteintes de cancer.

Le ministre de la Santé tente, de son côté, de rassurer en annonçant l'acquisition de 57 nouveaux appareils de radiothérapie et l'ouverture de nouveaux centres de lutte contre le cancer d'ici l'année prochaine. En attendant, sur 28 000 cas nécessitant une radiothérapie, seuls 8 000 sont pris en charge.

S. A.

5 ÉTUDIANTS Y MENAÇAIENT DE S'IMMOLER PAR LE FEU

Le pire évité de justesse à l'Université de Sidi Bel-Abbès

Le drame a été évité de justesse dans la matinée du jeudi dernier au niveau du département de l'électronique de la faculté de l'ingénieur de l'Université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès grâce au courage et à la célérité de M. Menad, secrétaire général de l'Université, des officiers de police et des agents de sécurité qui ont pu déjouer la tentative d'immolation de 13 personnes dont cinq étudiants recalés. Selon nos sources, dans la journée de lundi dernier, huit étudiants en 5^e année en électronique ont menacé, après s'être vus recalés à cause des notes éliminatoires, d'entamer une grève de la faim. Constatant que les étudiants campaient sur leur position pour amener les responsables à se plier à leur demande au sujet des notes éliminatoires, le chef de département soutenu par ses pairs a usé de toute sa diplo-

matie pour les raisonner en leur promettant la tenue d'un examen de rattrapage pour un seul module, en janvier prochain afin de régler leur situation. Les contestataires, après de longs palabres avec les responsables, semblaient être revenus à de meilleurs sentiments et l'incident avait tout l'air d'être clos. Mais malheureusement, dans la matinée du jeudi dernier, cinq étudiants ont récidivé en apportant deux jerricanes de cinq litres d'essence chacune et des briquets, ont fermé le département de la faculté, mené un grand tapage pour attirer l'attention avant de s'enfermer dans une salle. Ils se sont aspergés d'essence et le pire allait se produire si ce n'est l'alerte donnée par certaines personnes. En un laps de temps, le secrétaire général de l'Université, deux inspecteurs de police de la 13^e sûreté, l'officier de

police des renseignements généraux et quatre agents de sécurité sont intervenus. Ils ont tout fait pour faire avorter la tentative d'immolation. Les vitres de fenêtre cassées et la porte défoncée, policiers, SG et agents de sécurité sont parvenus jusqu'aux étudiants très menaçants. C'était la mêlée pour leur faire arracher les briquets.

Les policiers, le SG et les agents de sécurité ont été aspergés d'essence mais malgré cela, ces derniers sont arrivés à épargner la vie de tous les présents. Les cinq étudiants ont été arrêtés par la police. Il y a lieu de signaler que parmi les cinq étudiants, l'un d'eux, bien qu'ayant été admis par le jury dans l'après-midi du mercredi dernier, est resté quand même solidaire avec ses pairs en participant à l'action.

A. M.

MÉDIAS ET VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Le réseau Wassila milite pour la création d'une charte des médias

Les membres du réseau Wassila ont organisé ce jeudi au siège de la SARP un atelier sur les médias et les violences contre les femmes.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Par cette rencontre, les organisatrices visent une plus grande implication de la presse dans les campagnes de sensibilisation contre les violences faites aux femmes. Pour Fatma

Oussedik, professeur de sociologie à l'Université de Bouzaréah, il est important de créer une charte des médias pour la couverture des violences contre les femmes avec la participation des professionnels du secteur. L'intervenante rappellera que le réseau Wassila initie des formations en direction des professionnels qui jouent un rôle dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Cependant, pour les médias,

le plus important n'est pas de former mais de conjuguer les actions et les efforts en vue de prévenir les violences faites aux femmes. Pour la spécialiste, il s'agit de fournir des informations et surtout «une réflexion qui dépasse la seule couverture d'un événement». Les membres du réseau ont aussi insisté sur une plus grande implication sur le terrain de la lutte contre les violences. Il est aussi attendu de la presse, expliqueront les

intervenantes d'aider à sensibiliser sur la réflexion sur les lois relatives aux violences faites aux femmes. «Ceci d'autant que la presse joue un rôle de contre-pouvoir et de mobilisation de l'opinion publique afin de faire reculer les violences. Nous voulons aussi encourager les journalistes à avoir une réflexion critique sur le sujet», souligne M^{me} Oussedik.

F.-Z. B.